

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
4 avril au 26 mai 2026

Sommaire

Fait marquant

- Discours sur la souveraineté numérique de la ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie, Liz Kendall

Economie numérique et régulation

- De nouvelles législations numériques ont été annoncées dans le Discours du Roi
- Le gouvernement britannique et l'Ofcom poursuivent leurs actions dans le domaine de la protection de l'enfance en ligne

Télécommunications et réseaux

- *Vodafone* rachète les parts détenues par le conglomérat hongkongais dans le groupe *Vodafone - Three*

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement britannique a créé une unité pour l'IA souveraine au sein du DSIT
- Le Royaume-Uni et l'Australie signent un accord pour renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité de l'IA
- *Open-AI* met en pause son projet « *Stargate UK* », mais renforce sa présence à Londres
- Le Royaume-Uni et l'Australie signent un accord pour renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité de l'IA
- Le gouvernement britannique signe un accord avec *Wayve*

Cybersécurité

- Le gouvernement encourage les entreprises britanniques à renforcer leurs défenses cyber face au développement des capacités des modèles d'IA de frontière

Nouvelles technologies

- Le Royaume-Uni a accueilli la cinquième réunion du *Quantum Development Group*

Ecosystème tech

- *Microsoft* est poursuivi pour des pratiques anti-concurrentielles dans ses offres cloud
- *Apple* déploie des systèmes de vérification d'âge au Royaume-Uni
- *Doctolib* a racheté l'entreprise britannique *Médecus*

Fait marquant :

Discours sur la souveraineté numérique de la ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie, Liz Kendall

Liz Kendall, la Ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) a prononcé le 28 avril un [discours sur la souveraineté numérique](#), dans le cadre d'une conférence organisée par le [think tank RUSI](#), spécialisé sur les enjeux liés à la défense et la sécurité.

Elle a insisté sur la nécessité pour le Royaume-Uni de s'assurer une place de premier plan dans la création et le développement des technologies de pointe, en particulier celle de l'intelligence artificielle. Dans un contexte de rivalité géopolitique accrue entre la Chine et les Etats-Unis, et de perturbations économiques générées par l'émergence de ces innovations (concentration extrême du marché, algorithmes des réseaux sociaux, manipulation de l'information), la Ministre a rappelé **l'importance pour le R-U d'avoir accès et le contrôle de ces technologies d'IA**, qui constituent de véritables [leviers de puissance économique et stratégique](#).

Sur le sujet de souveraineté numérique, la Ministre du DSIT a souligné que de nombreux autres Etats s'interrogeaient sur cette même question, et adoptaient des approches différentes (contrôle de toute la chaîne de valeur, ou vision axée sur les réglementations).

La position britannique s'articule autour des points suivants, s'inscrivant à la fois dans la continuité des politiques engagées depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes mais aussi en évolution (et dans la lignée de la *Mais Lecture* de R.Reeves), notamment s'agissant du **soutien à son écosystème national et ses alliances avec des puissances moyennes** :

- (i) Le refus de l'isolement, afin de continuer à avoir accès aux meilleures technologies et parvenir à attirer des investissements étrangers – dans la continuité de la politique d'attractivité du R-U et des investissements d'entreprises américaines dans l'IA ;
- (ii) **La réduction de ses dépendances structurelles** afin de renforcer sa résilience, ce qui confirme l'approche déjà engagée de diversification de leurs partenariats ;
- (iii) **Le soutien à l'écosystème technologique britannique** (rappel des annonces récentes sur la création d'une unité pour l'IA souveraine (Sovereign AI Unit), dotée d'un budget de 500M£) – ce qui constitue une nouveauté ; la ministre a mentionné une première intervention de Sovereign AI dans la start-up IA Ineffable Intelligence (fondée par d'anciens collaborateurs de Deepmind) ;
- (iv) **Les collaborations avec des partenaires internationaux** partageant les mêmes valeurs (like-minded countries), en particulier les puissances intermédiaires (middle-power countries) – Liz Kendall a mentionné l'Allemagne (partenariat sur le quantique), la France (utilisant le terme « d'Entente technologique »), le Canada (sur la sécurité de l'IA), le Japon (sur l'IA et la cybersécurité), mais aussi l'Australie et la Corée. Ces collaborations n'empêcheraient pas le R-U de rester engagé dans le Tech Prosperity Deal avec les Etats-Unis.

Liz Kendall a également insisté sur l'**idée de faire du R-U une puissance « indispensable » dans le secteur de l'IA en s'appuyant sur l'AI Security Institute (AISI)** – l'actualité récente marquée par l'émergence du modèle Mythos d'Anthropic ayant démontré le caractère essentiel de l'AISI (seul institut autorisé à tester le modèle Mythos en Europe), et a incité de nombreux Etats à engager une coopération avec le centre de sécurité de l'IA britannique.

La Ministre a également annoncé la publication d'un « AI Hardware Plan » lors de la prochaine London Tech Week (juin), qui devrait être centré sur le marché des puces (dans l'objectif de sécuriser 5% des parts de marché mondial).

Ce discours intervient dans un contexte où le sujet de la souveraineté numérique émerge politiquement au Royaume-Uni, notamment sous [l'impulsion de la députée Chi Onwurah](#), Présidente du Comité Science, Innovation et Technologie de la Chambre des Communes, qui a organisé un [débat parlementaire sur cette question le 10 mars dernier](#).

Economie numérique et régulation

De nouvelles législations numériques ont été annoncées dans le Discours du Roi

Le [deuxième discours du roi](#) du gouvernement travailliste, écrit par le Premier ministre britannique et lu par le roi afin d'annoncer les législations que le gouvernement portera au Parlement au cours de la prochaine législature, a été prononcé le 13 mai dernier. Outre la nationalisation de British Steel, les mesures concernent essentiellement l'alignement réglementaire sur l'UE et la modernisation des infrastructures, tandis que **quatre législations portent sur les sujets technologiques** :

- **Projet de loi sur la réforme du droit de la concurrence** (*Competition Reform Bill*) : le projet de loi prévoit de réformer le cadre d'action de l'Autorité de la concurrence britannique (Competition and Markets Authority – CMA) pour accélérer et renforcer la lisibilité et prévisibilité de ses investigations et l'application du droit de la concurrence au R-U. Le projet de loi sera basé sur les résultats de la consultation en cours, et prévoit : (i) d'améliorer les prises de décision au sein de la CMA, en renforçant les pouvoirs du board ; (ii) d'accélérer les enquêtes de marché ; et (iii) de clarifier la procédure d'examen des fusions afin de donner plus de visibilité aux entreprises sur les acquisitions susceptibles de faire l'objet d'une enquête.

Ce projet de loi s'inscrit dans la continuité des positions prises par le gouvernement travailliste depuis son arrivée au pouvoir, visant à assouplir le droit de la concurrence au R-U pour stimuler la croissance économique. Il s'inscrit également en cohérence avec le projet de loi sur la **Réglementation pour la croissance** (*Regulating for Growth Bill*), qui instaurera une « obligation de croissance » renforcée pour les principaux régulateurs et confèrera des pouvoirs intersectoriels permettant de faciliter la place des bacs à sable réglementaires.

- **Projet de loi sur l'identité numérique** (*Digital Access to Services Bill*) : celui-ci vise à mettre en place l'identité numérique via l'application du gouvernement (GOV.UK App) au Royaume-Uni. L'objectif du gouvernement est de faciliter l'accès des citoyens aux services publics à travers des outils sécurisés, et réduire la bureaucratie et la lourdeur des démarches administratives.

Suite à une forte opposition citoyenne, le gouvernement avait retiré son projet d'introduction d'outils d'identité numérique et lancé une consultation sur le sujet le 10 mars. En mentionnant le projet de loi Digital Access to Services Bill dans le discours du roi, le gouvernement confirme sa volonté d'introduire cet outil, en particulier pour contrôler le droit de travail au R-U – en lien avec l'agenda de contrôle de l'immigration.

- **Projet de loi sur la cybersécurité et cyber résilience** (*Cyber Security & Resilience Bill*) : projet de loi déjà en cours d'examen au Parlement dont l'objectif est de renforcer les défenses cyber britanniques, en (i) élargissant le champ d'application de la loi (les entreprises informatiques, centres de données, et opérateurs d'électricité seront désormais concernés), (ii) en renforçant le pouvoir des régulateurs sectoriels (en particulier pour protéger les organismes tels que le NHS et Thames Water), et (iii) en fixant des obligations de signalement d'incidents cyber.

Le gouvernement britannique et l'Ofcom poursuivent leurs actions dans le domaine de la protection de l'enfance en ligne

Le projet de loi sur la criminalité et la police (Crime & Policing Bill) [contenant des mesures renforçant l'*Online Safety Act*](#) a été [adopté le 29 avril 2026](#). La loi crée de [nouvelles infractions pénales](#), notamment la diffusion de contenus sexuels préjudiciables (pédopornographiques notamment), et l'utilisation abusive d'images intimes. Le *Crime & Policing Act* oblige également les plateformes à retirer les images intimes diffusées sans consentement dans les 48 heures après leur publication, et rend illégales la création, la diffusion et la mise à disposition d'outils générant des images sexuelles non-consenties grâce à l'IA.

Le gouvernement avait proposé un amendement rendant les [dirigeants du secteur technologique personnellement responsables pénalement](#) si les entreprises ne respectaient pas les mesures de retrait des images à caractère intime. Si cette proposition avait été annoncée publiquement lors de l'examen du projet de loi, le texte final ne prévoit pas clairement d'infraction impliquant la responsabilité des dirigeants.

Cette loi a été adoptée quelques jours après une [rencontre entre le Premier ministre Keir Starmer et les plateformes](#) (*Meta, Snap, Google (YouTube), TikTok and X*), visant à inciter ces entreprises à renforcer leurs actions pour la protection de l'enfance en ligne.

Par ailleurs, l'Ofcom a annoncé le 21 mai que les plateformes *Facebook, Instagram, Snap, Youtube, Tiktok* et *Roblox* se sont engagées à [mettre en place des mesures pour mieux protéger les mineurs contre les contacts malveillants en ligne](#) (*grooming*), suite aux [demandes d'action du régulateur lancées le 12 mars](#). Ces dispositifs incluent notamment des paramètres plus restrictifs par défaut pour les contacts et groupes d'amis des enfants, des contrôles renforcés des messageries privées ainsi que des outils de détection basés sur l'IA. Parallèlement, le régulateur britannique a indiqué renforcer sa surveillance de *TikTok* et *YouTube*, estimant que les deux plateformes n'avaient pas suffisamment détaillé leurs mesures visant à sécuriser leurs algorithmes de recommandation pour les enfants. Enfin, les 6 plateformes ne seraient d'après le régulateur pas assez actives pour prévenir l'accès des enfants de moins de 13 ans à leurs services.

L'Ofcom a donc présenté un [plan d'action en cinq points](#) pour renforcer la responsabilité des entreprises technologiques en matière de sécurité des mineurs en ligne (surveillance des nouveaux engagements pris par les plateformes, analyse des données relatives aux flux de recommandation, mesures coercitives pour garantir le respect de la loi, suivi des expériences réelles des enfants, et collaboration avec le gouvernement sur les résultats de sa consultation).

En parallèle, la consultation lancée par le gouvernement sur la protection des mineurs en ligne (« *Growing up in the online world* »), y compris une potentielle interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans, doit prendre fin le 26 mai. Le Premier ministre avait indiqué qu'une décision serait prise cet été, mais certains membres de son parti (Angela Rayner, ancienne Vice Première ministre ; Wes Streeting, ministre de la santé qui vient de démissionner dans un contexte de forte remise en cause de l'actuel Premier ministre) pressent pour une décision d'interdiction rapide.

Parmi les contributions à la consultation, l'Academy of Medical Royal Colleges, organisation rassemblant les principales instances professionnelles de médecins, estime que l'usage des réseaux sociaux par les enfants et les jeunes constitue un enjeu de santé publique, "au même titre que le tabagisme et le port de la ceinture de sécurité en voiture".

Télécommunications et réseaux

Vodafone rachète les parts détenues par le conglomérat hongkongais dans le groupe Vodafone - Three

Vodafone a [annoncé le rachat pour 4,3 Md£ de la participation de 49 % détenue par le conglomérat hongkongais CK Hutchison dans Vodafone – Three](#), lui permettant de prendre le contrôle total du premier opérateur mobile britannique. Cette opération intervient moins d'un an après la fusion à 16,5 Md£ entre *Vodafone UK* et *Three UK*, qui a réduit le marché britannique des télécoms de quatre à trois acteurs. La directrice générale de *Vodafone*, Margherita Della Valle, a présenté cette acquisition comme une étape stratégique visant à renforcer la présence du groupe sur ses marchés clés, notamment le Royaume-Uni et l'Allemagne. Cette décision s'inscrit dans une série de recentrages opérés par Vodafone ces dernières années, après la cession de ses activités en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas. Les marchés ont réagi positivement à cette annonce ; l'action du groupe ayant progressé de 20% depuis janvier 2026, et de 60% dans les 12 derniers mois.

Données et intelligence artificielle

Le gouvernement britannique a créé une unité pour l'IA souveraine au sein du DSIT

Dans le cadre de la politique de renforcement du soutien à l'écosystème technologique britannique, [le gouvernement travailliste a créé une « Unité pour l'IA souveraine »](#) (*AI Sovereign Unit*), au sein du ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (*Department for Science, Innovation and Technology – DSIT*). Celle-ci sera dotée d'un budget de 500M£, afin de financer les startups britanniques dans le domaine de l'IA, et « agissant comme un fond de capital risque ». 6 entreprises auront accès à des capacités de calcul mises à disposition gratuitement par le gouvernement (Prima Mente, Cosine, Cursive, Doubleword, Twig Bio and Odyssey), et bénéficieront de procédures accélérées pour recruter des talents étrangers, et d'un soutien gouvernemental pour accéder à des données ou aux marchés publics. Les premières startups ayant reçu des financements de l'*AI Sovereign Unit* sont *Callosum*, spécialisée dans l'architecture des puces, mais aussi la licorne [Isomorphic Labs](#) fondée par Demis Hassabis, utilisant l'IA pour créer de nouveaux médicaments grâce à la célèbre technologie AlphaFold – qui vient de réaliser une levée de fonds record de 2,1Md£.

La création de cette unité a été [bien accueillie par l'écosystème tech britannique](#), qui s'inquiète toutefois de la pérennité du fonds, de ses moyens, et des entreprises qui seront sélectionnées pour bénéficier de ces financements.

En parallèle, [l'entreprise britannique Quantexa a obtenu un contrat de 175M£ afin de moderniser la structure des données de HMRC](#) (*His Majesty's Revenue and Customs*), le ministère britannique chargé de lever les impôts, ainsi qu'un partenariat sur 10 ans. De plus, le ministère de la Défense britannique (MoD) a [attribué des contrats à 13 entreprises britanniques](#), d'une valeur allant jusqu'à 4M£, afin de fournir des technologies de pointe aux forces armées.

Ces annonces confirment la volonté du gouvernement de renforcer son écosystème technologique national, notamment grâce à la commande publique, la Chancelière de l'Echiquier ayant notamment invité les différents ministères à acheter et commander « britannique », notamment en matière d'IA.

[Open-AI met en pause son projet « Stargate UK », mais renforce sa présence à Londres](#)

Open-AI a mis [en pause son projet de centre de données dans le Nord de l'Angleterre dans le cadre du programme « Stargate UK »](#), annoncé lors de la visite d'Etat de Donald Trump en septembre 2025. L'entreprise technologique américaine [invoque des justifications](#) liées au coût élevé de l'énergie et l'incertitude réglementaire, notamment en matière de droits d'auteurs et d'IA. Toutefois, l'entreprise ferait face à des [difficultés financières](#) du fait de nombreuses annonces d'investissements aux Etats-Unis, en Norvège et aux Emirats. Le projet incluait par ailleurs un partenariat avec *Nscale* et *Nvidia*. Cette annonce vient fragiliser la politique d'attractivité des investissements dans la tech engagée par le gouvernement travailliste, alors que le *Tech Prosperity Deal* signé entre les Etats-Unis et le R-U a été suspendu unilatéralement par le Président Trump en décembre 2025.

Cependant, en parallèle, Open-AI a [annoncé ouvrir son bureau permanent à Londres en 2027](#), qui emploiera 544 personnes, principalement dans des missions de recherche, d'ingénierie, d'affaires publiques et de vente.

[Le Royaume-Uni et l'Australie signent un accord pour renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité de l'IA](#)

Le 25 mai, le gouvernement britannique a signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec l'Australie afin de renforcer leur coopération en matière de sécurité et de sûreté de l'intelligence artificielle. Cet accord rapproche l'institut britannique de la sécurité de l'IA (*AI Security Institute*) et le futur *Australian AI Safety Institute* pour partager des informations sur les capacités des modèles d'IA avancés, mener des recherches conjointes sur les risques émergents — notamment en cybersécurité — et développer des standards internationaux d'évaluation des systèmes d'IA. Le partenariat prévoit également des échanges de personnel entre les deux instituts afin de renforcer leur coopération technique. Au-delà de son rôle de Président du réseau international des instituts de sécurité de l'IA, le R-U cherche ainsi consolider ses liens stratégiques bilatéraux avec des partenaires de confiance.

[Le gouvernement britannique signe un accord avec Wayve](#)

Le gouvernement britannique a [signé un Memorandum of Understanding \(MoU\) avec la licorne britannique de véhicules autonomes Wayve](#) le 12 mai dernier. Cet accord vise à soutenir l'entreprise dans son expansion, afin de faire du Royaume-Uni un pays pionnier dans les technologies de conduite autonome basées sur l'IA. Le ministère des affaires et du commerce (*Department for Business and Trade* – DBT) collaborera avec *Wayve* sur des sujets comme l'assurance et la sécurité, pour faire passer les véhicules autonomes du stade de prototype à celui de service à grande échelle commercialement viable au R-U comme à l'international. A travers cette annonce, le gouvernement souhaite aussi attirer de nouveaux investissements dans cette filière du matériel automobile de pointe en pleine croissance. Cependant, ce partenariat fait naître des inquiétudes, en [particulier de Transport for London](#) (TfL), l'opérateur de transport de la ville de Londres.

Cybersécurité

Le gouvernement encourage les entreprises britanniques à renforcer leurs défenses cyber face au développement des capacités des modèles d'IA de frontière

Face à l'amplification de la menace cyber du fait du développement des technologies d'IA, la ministre du DSIT Liz Kendall a [publié le 15 avril une lettre ouverte à destination des dirigeants d'entreprise](#). Celle-ci détaille les tests effectués par l'AI Security Institute britannique sur le modèle d'*Anthropic* « Mythos », afin de les sensibiliser aux capacités cyber de ces nouveaux modèles, et à leurs implications pour les entreprises britanniques. Le gouvernement britannique encourage le secteur privé à adopter des Codes de bonnes pratiques en matière de cyber gouvernance, et à suivre les recommandations du *National Cyber Security Centre (NCSC)*. Cette lettre coïncide avec la publication d'une [autre lettre dans le *Financial Times* par le PDG du NCSC](#), qui souligne l'accélération des changements en matière de cybersécurité, et exhorte les organisations à renforcer leurs normes de sécurité. Enfin, [la *Financial Conduct Authority \(FCA\)*, *Bank of England* et le Trésor britannique ont signé une déclaration conjointe](#) sur les implications des modèles d'IA de frontière pour les entreprises du secteur de la finance. Ces initiatives ont été lancées en parallèle du débat actuellement en cours au Parlement sur le projet de loi sur la cybersécurité et la cyber résilience.

Dans ce contexte, [le gouvernement britannique a également lancé le 12 mai dernier le '*Cyber Resilience Pledge*'](#), un engagement des entreprises en faveur de la cyber résilience. Celui-ci définit 3 mesures concrètes que les entreprises s'engagent à mettre en œuvre : (i) faire de la cybersécurité une responsabilité au niveau du conseil d'administration ; (ii) s'inscrire au service d'alerte précoce gratuit du Centre national de cybersécurité (*NCSC*) ; et (iii) exiger la certification 'Cyber Essentials' – la norme de cybersécurité soutenue par le gouvernement britannique qui bloque les cybermenaces les plus courantes – tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

Nouvelles technologies

Le Royaume-Uni a accueilli la cinquième réunion du *Quantum Development Group*

La [cinquième réunion du *Quantum Development Group \(QDG\)* s'est tenue à Londres](#) les 30 mars et 1^{er} avril. Ce forum réunissant 13 Etats (Australie, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Japon, Corée, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Etats-Unis) vise à promouvoir le développement sûr et responsable des technologies quantiques. A l'issue de cette réunion, les membres du *QDG* ont convenu d'approfondir leurs relations dans trois domaines prioritaires : (i) la sécurité de la recherche, des investissements et la résilience de la chaîne de valeur ; (ii) la promotion d'un environnement d'investissement plus favorable à la croissance des entreprises quantiques ; (iii) l'élaboration de normes quantiques internationales, mettant l'accent sur des priorités communes qui favoriseront l'adoption par l'industrie et le développement de marchés mondiaux ouverts et interopérables.

Cette réunion intervient peu après l'annonce par le Royaume-Uni d'un nouveau financement de 2Md£ dans le quantique, dont 1Md£ d'ici 2030 pour le programme de calcul quantique national ProQure.

Ecosystème tech

Microsoft est poursuivi pour des pratiques anti-concurrentielles dans ses offres cloud

Le Tribunal d'appel de la concurrence (Competition Appeal Tribunal) a [validé une plainte en action collective à l'encontre de Microsoft](#) concernant ses pratiques en matière de *cloud computing* et de logiciels. Cette action en justice, intentée par la Dr Maria Luisa Stasi, experte en réglementation des marchés numériques, accuse *Microsoft* de pratiquer des tarifs excessifs à l'encontre des entreprises et organisations britanniques qui utilisent son *Windows Server* sur des services cloud concurrents. 59 000 entreprises et organisations pourraient bénéficier d'une indemnisation, mais *Microsoft* a annoncé vouloir faire appel de cette décision.

Apple déploie des systèmes de vérification d'âge au Royaume-Uni

En mars, *Apple* a [annoncé commencer à déployer un système de vérification d'âge](#) via une mise à jour logicielle pour les utilisateurs d'iPhone et d'iPad au Royaume-Uni. Cette fonctionnalité s'inscrit dans le cadre des nouvelles obligations imposées par l'*Online Safety Act*, destinées à protéger les mineurs en ligne de contenus inappropriés. En réaction, [Ayo, la maison mère de Pornhub, a annoncé](#) que la plateforme resterait accessible aux utilisateurs britanniques ayant confirmé leur âge via la dernière version d'iOS. L'entreprise avait pourtant envisagé en janvier dernier de se retirer du marché britannique en raison des contraintes réglementaires liées à la vérification d'âge des utilisateurs.

Doctolib a racheté l'entreprise britannique Medicus

La licorne française *Doctolib* a annoncé en mai 2026 le rachat de la société britannique *Medicus*, spécialisée dans les logiciels médicaux pour les cabinets de médecine générale du NHS, le système public de santé britannique. Cette acquisition marque l'entrée de *Doctolib* sur le marché britannique, après son expansion en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. Le groupe prévoit d'investir plus de 100M£ au Royaume-Uni, notamment pour ouvrir un centre de recherche et développement à Londres et recruter 150 collaborateurs. A travers cette opération, *Doctolib* entend accélérer le développement d'outils numériques et d'intelligence artificielle destinés aux médecins généralistes britanniques, tout en conservant l'équipe et la direction de *Medicus*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr